

## Club Défense - Newsletter du 28/04/2020

*Vous recevez cette 15<sup>ème</sup> édition de la Newsletter du Club Défense parce que vous appartenez au groupe Club Défense du site AEGE.*

### Les actus de la Défense

#### [International]

#### **La Chine aurait fait pression sur l'UE pour édulcorer un rapport sur la désinformation relative au Covid-19, 25 Avril 2020**

*opex360.com*

« Sur le plan international, nous assistons au développement d'une stratégie d'influence particulièrement active de la Chine, tendant à occulter ses erreurs dans la gestion initiale de l'épidémie, sous un 'narratif' vantant l'efficacité du modèle chinois de surveillance généralisée et le bienfondé de son organisation sociale pour réduire l'épidémie. La Chine insiste également sur sa générosité par la mobilisation de ses capacités industrielles recouvrées au service des autres États, pour les aider à surmonter la crise, démontrant de façon de moins en moins implicite son caractère de 'puissance indispensable' », ont ainsi récemment résumé les sénateurs Olivier Cadic et Rachel Mazuir. Évidemment, une telle activité ne peut pas passer inaperçue chez ceux qui, justement, sont chargés de lutter contre la propagation d'infox. C'est justement le cas de l'East StratCom Task Force du Service européen pour l'action extérieure [SEAE], c'est à dire le service diplomatique de l'Union européenne. Cet organisme devait publier un rapport sur les opérations d'influence menées autour de l'épidémie de Covid-19 le 21 ou 22 avril. Mais il l'a finalement été rendu public le 24 avril. Selon l'agence Reuters, qui s'appuie sur quatre sources diplomatiques, ce délai s'explique par [des pressions exercées par des « représentants chinois »](#) ayant pris connaissance de la teneur de ce document évoqué le 20 avril par le site Politico.eu, qui en a fait un article plus étoffé le lendemain.

#### **En 2019, les dépenses militaires mondiales ont atteint leur plus haut niveau depuis la fin de la Guerre froide, 27 Avril 2020**

*opex260.com*

Dans une étude qu'il publie chaque année, le SIPRI a donc constaté que les dépenses militaires mondiales avaient progressé de 3,6% en 2019, pour s'établir à 1.782 milliards d'euros (1.917 milliards de dollars). Elles ont représenté [2,2% du PIB mondial](#), ce qui équivaut à environ 249 dollars par personne. Il s'agit de la hausse la plus importante depuis la crise économique et financière de 2008. « Les dépenses militaires mondiales étaient de 7,2 % plus élevées en 2019 qu'en 2010, ce qui reflète une tendance à l'accélération des dépenses militaires ces dernières années », explique ainsi le Dr Nan Tian, chercheur au SIPRI. Elles ont même atteint leur plus haut niveau depuis la fin de la Guerre froide, trente ans plus tôt.

#### **L'impact du Coronavirus pour l'Europe de la défense et de la sécurité, 22 Avril 2020**

*Air-cosmos*

Le Sénat, à travers la commission des affaires étrangères et de la défense et des sénateurs Hélène Conway-Mouret et Ronan Le Gleut, a présenté les impacts de la crise du coronavirus sur l'Europe, sous l'angle de la défense et de la sécurité. Le constat est le suivant : « Le bilan de la coopération européenne est pour le moment nuancé : des coopérations bilatérales ont permis des transferts de patients du Grand Est vers des pays frontaliers [...] mais le Conseil européen du 26 mars a donné le spectacle d'[Etats membres divisés](#), incapables de répondre rapidement à l'urgence de la situation », rapporte les deux sénateurs, en rappelant par ailleurs que des mécanismes existants permettraient une coopération accrue, à l'instar de l'article 222 du TFUE qui met en avant le principe de solidarité.

## [France]

### **L'Agence de l'innovation de Défense soutient un collectif ayant mis au point un respirateur peu coûteux, 27 Avril 2020**

*opex360*

« [Makers for Life](#) », un collectif ayant vu le jour à Nantes au début de la crise sanitaire et réunissant 250 entrepreneurs, industriels, chercheurs ou professionnels de santé nantais propose une autre [solution pour doter les services de réanimation de respirateurs](#) adaptés aux malades de Covid-19 et à bas coût. Cela a été rendu possible par un financement du ministère des Armées, via l'Agence de l'innovation de Défense (AID), et de la région Auvergne Rhône Alpes.

### **L'investissement dans la défense rapporte plus que ce qu'il coûte, 27 Avril 2020**

*La Tribune*

Les États-Unis ont surmonté la crise économique du début des années 1980 en s'appuyant sur une course aux armements qui a permis, accessoirement, de gagner la guerre froide. C'est sans doute pourquoi le gouvernement Fillon, pour sortir au plus vite de la crise de 2008, ne voit pas de contradiction, en pleine RGPP, à relancer l'économie notamment par une augmentation (mesurée mais réelle) de l'investissement de défense, au prix d'une augmentation de la dette publique.

Depuis ce précédent, considéré comme réussi, de nombreuses études ont permis de mieux comprendre les mécanismes microéconomiques et macroéconomiques à l'œuvre. Un certain consensus des économistes spécialisés s'est même dégagé sur la valeur du multiplicateur de croissance de l'investissement de défense : en moyenne 1,27 à court terme et 1,68 à long terme, avec des disparités en fonction du degré d'ouverture à l'étranger. Peut-on en dire autant de toutes les dépenses publiques ? Cela signifie que l'on est dorénavant capable de prévoir qu'un investissement supplémentaire d'un euro dans tel secteur aura tel rendement à telle échéance.

Mais les études vont encore plus loin dans l'analyse et s'intéressent au retour fiscal et social de l'investissement de défense. On sait désormais que ce retour est en moyenne de 50% au bout de deux ans et de 100% après un certain nombre d'années, en fonction des secteurs. Cela signifie que [la défense ne peut plus être considérée comme un centre de coût, auquel on ne consent que par nécessité](#). On sait désormais que c'est un centre de profit, dont le rendement dépend de paramètres liés à l'autonomie stratégique.

### **Il faut préserver l'industrie de défense française, 23 Avril 2020**

*opex360, Air Cosmos*

Cette situation n'étant pas propre à la France, certains pays ont d'ores et déjà décidé de réduire leurs dépenses militaires. C'est notamment le cas de la Corée du Sud qui, si elle a réussi à contenir l'épidémie de Covid-19, va réduire de 2% le budget qui était prévu pour ses forces armées en 2020. [Les mois à venir peuvent être à haut risque pour la trajectoire financière de la Loi de programmation militaire 2019-25](#) qui, heureusement, n'a pas exprimé le montant du budget des armées en pourcentage de PIB. Déjà, la ministre des Armées, Florence Parly, a fait valoir que les crédits de la mission Défense, notamment ceux du programme 146 « Équipement des Forces », aura un rôle particulier à jouer quand il s'agira de relancer l'économie et de regagner le terrain perdu. « Lorsque nous examinerons le prochain budget, je ne doute pas que certains de nos crédits de paiements auront augmenté, afin d'amplifier la relance », a même estimé la ministre, lors d'une audition organisée par la commission sénatoriale des Affaires étrangères et des Forces armées.

« [L'industrie de défense doit être reconnue comme « essentielle à la nation »](#), souligne d'autre part Françoise Dumas, présidente de la Commission de la Défense nationale et des Forces armées de l'Assemblée Nationale, au terme de l'audition de Stéphane Mayer, président du Gicat et du Cidef, d'Eric Trappier, président du Gifas, et Hervé Guillou, président du Gican. Elle met également en garde « contre toute tentation de réduire les investissements des Armées, non seulement au nom des intérêts de défense de la France mais aussi pour contribuer efficacement et rapidement au maintien et au développement de l'emploi. Il conviendra bien sûr de s'assurer que ces dépenses bénéficient aux grands groupes qui constituent les fleurons de notre industrie, mais d'abord et avant tout à la supply chain, dont on constate que la paralysie ou la disparition représenterait un risque majeur pour l'ensemble de la BITD (base industrielle et technologique de défense), pour notre autonomie stratégique et pour l'aménagement du territoire ».

## [Industrie]

### **L'État à la rescousse d'Airbus Helicopters, 27 Avril 2020**

*air-cosmos.com*

L'Etat français, actionnaire minoritaire mais bien réel d'Airbus, réfléchit à aider une des filiales du groupe, Airbus Helicopters, touché de plein fouet par des annulations de commandes. Deux ministères au moins, [les Armées et l'Intérieur ont commencé à étudier la reprise des appareils](#) concernés par des annulations de commandes, sur chaîne, ou des « queues blanches ». Trois acteurs ont notamment de l'intérêt pour cette situation d'hélicoptères disponibles, alors qu'on le sait, les opérations ont besoin de plus d'hélicoptères qu'il n'y en a de disponibles : l'Armée de l'Air (qui a accueilli Florence Parly à Cazaux le 20 avril, où est implanté l'escadron d'hélicoptères 1/67 Pyrénées), la Gendarmerie et la Sécurité civile.

### **« L'achat des F18 et Eurofighter par l'Allemagne est plutôt une bonne chose pour la France » selon Eric Trappier, 25 Avril 2020.**

*La Tribune*

Le patron de Dassault Aviation, Eric Trappier, a été très clair sur [la décision de l'Allemagne d'acheter 93 avions de combat Eurofighter \(BAE Systems, Airbus et Leonardo\) et 45 F-18 américains \(Boeing\)](#) pour renouveler sa flotte de Tornado. "[C'est paradoxalement plutôt une bonne chose pour la France. Au moins, l'Allemagne écarte le F35](#)", a expliqué jeudi le

président du GIFAS lors d'une audition par la commission de la défense de l'Assemblée nationale. Ce choix, s'il est confirmé par un vote du Bundestag, permettra de poursuivre les travaux sur le futur Système de combat aérien du futur (SCAF), lancés par l'Allemagne et la France, et rejoints par l'Espagne. Ce qui n'aurait pas été le cas si Berlin avait choisi le F-35.

## **Eurofighter : un tribunal autrichien blanchit Airbus, Vienne fait appel, 27 Avril 2020**

*La Tribune*

Vienne réclamait réparation d'un préjudice, évalué au minimum à 183,4 millions d'euros, jugeant avoir été trompé sur les capacités de livraison, les équipements et la valeur réelle de 18 avions de combat Eurofighter acquis au groupe européen pour un montant de deux milliards d'euros. Ce marché, entaché depuis de nombreuses années de soupçons de malversations, revient régulièrement sur la scène politique et judiciaire autrichienne. La plainte de 2017 avait fait vivement réagir Airbus, par ailleurs empêtré dans plusieurs procédures judiciaires à travers le monde. [Le groupe avait démenti les allégations de fraude et d'illégalité des opérations de compensation](#), assimilées par Vienne à des pots de vin.

## **Comment Naval Group accélère virtuellement la conception des navires, 27 Avril 2020**

*Usine Nouvelle*

Le Suffren doit effectuer ses premiers essais en mer cette année. Il inaugure la série des nouveaux sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) du programme Barracuda de la Marine française. L'un des atouts qui en fait un redoutable prédateur des mers : sa chaufferie nucléaire qui lui garantit une permanence et une discrétion sous les eaux inégalées par rapport à la génération de sous-marins précédente. Cet ensemble a été validé à partir d'un [jumeau numérique développé par les équipes de Naval Group](#) et de TechnicAtome, son partenaire. "Nous avons développé le jumeau numérique de toute la chaîne fonctionnelle de propulsion du navire en modélisant l'ensemble de ses constituants. Ces modèles ont pu être regroupés pour fonctionner simultanément de façon à simuler globalement le fonctionnement de la chaîne propulsive du Barracuda", se félicite Yves Dubreuil-Chambardel, le responsable de la coordination des programmes de R & D liés à la transformation numérique et superviseur du programme Twin Ship pour Naval Group.

## **Les dates à retenir**

En raison du confinement sanitaire mis en place pour limiter la propagation du Covid-19 les événements habituellement annoncés par le Club Défense de l'AEGE ont été annulés par leurs organisateurs.

## **Le focus de la semaine**

28 avril 1780 : Le marquis de La Fayette débarque à Boston pour apporter le soutien du roi de France aux Américains.

La frégate Hermione, commandée par le lieutenant de vaisseau de La Touche, accompagne un corps expéditionnaire français, placé sous les ordres de Rochambeau. Débarqué à Boston le 28 avril 1780, La Fayette participe au siège de Yorktown : les Anglais capitulent le 19 octobre.

De retour en France, le soldat cède la place au diplomate. En lien avec Benjamin Franklin, La Fayette tente d'empêcher l'Angleterre de signer une paix séparée avec les États-Unis.

Le 28 juin 1784, il s'embarque une nouvelle fois pour les États-Unis, où il est considéré désormais comme un héros. Il y retournera d'ailleurs, bien des années plus tard, en 1824, et sera reçu comme un « hôte de la nation ». Cette formidable popularité américaine du marquis de La Fayette, s'incarne aujourd'hui encore sur le sol américain : aux États-Unis, 31 villes et 17 comtés portent son nom.

Les relations avec la jeune nation américaine sont compliquées dans un premier temps. Les États-Unis négligent d'entrer en guerre au côté de la France révolutionnaire, alors que le traité signé en 1778 avec Louis XVI les y contraignaient en théorie. En 1796, les États-Unis s'allient même contre la France à l'ancienne métropole anglaise.

Néanmoins le soutien de la France aux colonies américaines face à la nation britannique marque le début d'un long partenariat auquel chaque pays a trouvé des avantages dans de nombreux domaines.

**Un sujet vous a marqué mais n'a pas été traité ici ? Contactez-nous : [juliette.nicoud@aege.fr](mailto:juliette.nicoud@aege.fr)**